

Voyage en Algérie, pays des 66 milliards de dollars de réserve et de l'immense désespoir des jeunes

Mohamed Benrabah*

Il est des crimes qu'il faut encourager, je le dis honnêtement. Si les rois et roitelets de ce pays jusqu'au dernier étaient passés à la roue, sans oublier leurs misérables bouffons, les jeunes verraient enfin la lumière

B. Sansal, *Harraga*, 2005, p. 114.

TELS sont les propos que l'écrivain algérien Boualem Sansal fait dire à l'héroïne de son dernier roman. C'est ainsi que celle-ci, femme-médecin célibataire à la recherche de son jeune frère ayant pris le large, exprime toute sa révolte face aux autorités restées sourdes devant le désarroi de la jeunesse algérienne.

Dès son premier roman publié en 1999, B. Sansal fait de l'Algérie son héroïne et utilise des personnages fictifs pour dénoncer la corruption du pouvoir, fustiger les islamistes et déplorer les problèmes que rencontrent ses compatriotes dans la vie quotidienne. Après la parution en 2003 de son troisième roman, *Dis-moi le paradis*, il est brutalement écarté de son poste de directeur au ministère de l'Industrie à Alger où il vit toujours. Signe, s'il en fallait, que rien ou presque n'a changé dans ces contrées où les intellectuels sont toujours considérés comme suspects comme l'affirme B. Sansal dans son pamphlet publié en mars 2006 :

Le président [Bouteflika] lui-même le rappelle tout le temps : les gens de plume sont des pies auxquelles il faut couper le sifflet¹.

* Mohamed Benrabah est professeur de linguistique anglaise et sociolinguistique à l'université Grenoble III. Il est l'auteur de *Langue et pouvoir en Algérie*, Paris, Séguier, 1999, et d'une monographie en anglais *The Language Planning Situation in Algeria*, Clevedon, Multilingual Matters Ltd, 2005.

1. Boualem Sansal, *Poste restante : Alger. Lettre de colère et d'espoir à mes compatriotes*, Paris, Gallimard, 2006, p. 57.

De l'imaginaire de ses romans (colère muette) l'auteur est passé à la dénonciation directe, à travers ce pamphlet (colère bruyante), pour y décrire les maux dont souffre sa société. Il y présente les tabous érigés en « constantes nationales » dans le but de mieux manipuler les foules au point de créer un énorme gâchis et de provoquer la guerre civile des années 1990 (appelée « décennie noire ») dont le pays n'est pas encore complètement sorti.

Dans la foulée de cette guerre fratricide, nombre d'intellectuels algériens ont dû opter pour l'exil forcé ou imposé. Pour canaliser leur colère, muette ou bruyante, certains ont continué d'écrire et de réfléchir aux problèmes de leur société et de transformer ainsi leur présence à l'étranger en une sorte d'« absence féconde ». Le temps de la colère s'estompe après une dizaine d'années d'exil, nous disent les anciens... Mais cette colère disparaît-elle véritablement lorsque « les rois et roitelets de ce pays », c'est-à-dire les premiers responsables de ce gâchis, n'ont toujours pas passé la main ?

Après une absence du pays de plus de dix années, l'auteur de cet article a décidé d'entreprendre un voyage en Algérie. Avant de mettre fin à cet exil, il s'était imposé, pour un moment, un « silence » pour observer ce qui se passait de l'autre côté de la Méditerranée. En fait, les nouvelles autorités semblaient avoir réussi, entre autres, à ramener un semblant de calme, à s'engager dans des réformes structurelles (système bancaire, système éducatif, etc.) et à maîtriser certains aspects macro-économiques. Selon différentes sources², la dette extérieure est passée de 33,7 milliards de dollars en 1996 à 22 milliards en 2003 ; l'inflation de 32 % en 1992 à 1,9 % en 2005 ; et les réserves de change de 4,4 milliards de dollars en 1999 à 55 milliards de dollars en 2005 grâce au baril de pétrole dont le prix a commencé à flamber en 2000. Mais force est de constater que les autorités ne parviennent pas à transformer ces montagnes de pétrodollars en bien-être pour l'ensemble de la société. Au niveau micro-économique, c'est la misère.

Cet article est le fruit d'une réflexion faisant suite à deux séjours en Algérie entrepris dans le but de constater *de visu* cette réalité et de mesurer les évolutions éventuelles. Nous avons passé ces deux séjours, l'un de deux mois durant l'été 2005 et l'autre d'un peu plus d'un mois au cours de l'été 2006, à l'intérieur du pays, dans la ville

2. Pour ces différentes données, voir I. Martín, "Algeria's political economy (1999-2002): An economic solution to the crisis?", *The Journal of North African Studies*, vol. 8, n° 2, été 2003, p. 34-74, ici p. 42 ; W. Byrd, « Contre-performances économiques et fragilité institutionnelle », *Confluences Méditerranée*, vol. 45, printemps 2003, p. 59-79, ici p. 68 ; CIA, "The World Factbook-Algeria", www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/ag.html, 2006 ; N. Gillet, « Macro-économie. État financier excellent malgré les archaïsmes », *Marchés tropicaux*, vol. 3057, 11 juin 2004, p. 1320-1321 ; S. Moatti, « Algérie : l'économie confisquée », *Alternatives économiques*, n° 224, avril 2004, p. 60-61.

côtière de Ghazaouet (ex-Nemours) et sa région, situées dans l'extrême nord-ouest du pays.

Hezbollah, harraga et émeutes

Durant l'été 2006, deux sujets importants tenaient le haut du hit-parade de l'actualité dans les bains maures et autres terrasses de café. Le premier concerne le Hezbollah qui, le temps d'un été, a détrôné Ben Laden et Al-Qaida comme justiciers de la « cause arabe ». Dès que l'une des chaînes de télévision moyen-orientale (« El Djezira », « El Arabiya », ou autres) rapportait la mort d'un soldat israélien face à des centaines de victimes civiles libanaises, des voix s'élevaient pour clamer des *Hamdou Lillah* (« Allah soit loué/béni »). On se dit alors que, même si Israël n'avait pas existé, les gouvernements des pays arabes l'auraient créé. En effet, cet abcès de fixation que constitue l'État hébreu permet de canaliser toutes les haines et autres frustrations nées de systèmes sociopolitiques générateurs d'injustices, d'exclusions et de mal vie.

L'autre sujet d'actualité de cet été est l'émigration clandestine par voie marine, inexistante l'année dernière. Les Maghrébins en général et les Algériens en particulier appellent *harraga* les émigrés illégaux³. Ce terme vient en fait du mot arabe *hrag* qui exprime tout à la fois l'idée de « prendre le large » (Ben Jelloun, p. 14), de « brûler la route » (Sansal, p. 114-115), voire de « brûler l'océan » (Ben Jelloun, p. 16), ainsi que celle de mettre « le feu à [ses] documents pour ne pas être renvoyés chez [soi] en cas d'arrestation » (Ben Jelloun, p. 16). Pour ces *harraga*, l'émigration clandestine semble être l'unique issue possible pour sortir de leur désespoir muet. Choissant les distances les plus courtes entre l'Algérie et l'Espagne, des jeunes (en général, des groupes de huit à douze, filles et garçons confondus) investissent les plages isolées de l'ouest algérien pour tenter la traversée de tous les périls. Autre fait marquant, la désespérance est devenue telle, qu'aujourd'hui, même les enfants de nantis font également partie du voyage : les uns fournissent l'argent manquant pour s'assurer du savoir-faire d'un pêcheur en manque d'argent, les autres offrent allègrement la boussole familiale, voire le moteur « Yamaha » du bateau de plaisance de papa, persuadé de son côté d'avoir assuré l'avenir de sa progéniture... Après une traversée réussie, le bateau sera abandonné sur une plage déserte de l'Andalousie et fera le bonheur d'un Espagnol venu là par hasard. À l'issue du voyage, souvent de nuit, heureux ou malheureux de ce périple de tous les dangers téléphonent

3. Phénomène bien décrit dans les derniers romans de l'écrivain algérien Boualem Sansal (*Harraga*, Paris, Gallimard, 2005) et de l'écrivain marocain Tahar Ben Jelloun (*Partir*, Paris, Gallimard, 2006).

chez eux pour expliquer les raisons de leur réussite ou de leur échec. Les détails fournis (suffisamment de carburant pour une traversée de huit heures minimum, une bâche bleue pour couvrir le bateau qui devient ainsi impossible à traquer en haute mer, de la monnaie en euro pour le téléphone une fois arrivé sur place, etc.) serviront pour d'autres *desperados*.

Si l'on avait à dessiner les portraits de la plupart des jeunes rencontrés lors de nos deux séjours, on obtiendrait une sorte de cartographie de multiples détresses. En voici quelques-unes citées en vrac : dans une salle d'attente d'un dermatologue, un homme de 24 ans environ déclare ne pas avoir de sécurité sociale ; un autre, qui vient de soutenir son doctorat et qui tient à sa femme étudiante, fait de la résistance face à un père qui le pousse à divorcer ou à prendre pour deuxième épouse une femme au foyer analphabète ; un troisième âgé de 28 ans rentre ivre chez lui et provoque son frère aîné qui vient d'arriver de France et qui, selon lui, n'a rien fait pour l'aider à trouver une dulcinée avec des papiers en règle pour pouvoir émigrer à son tour ; un père nous décrit le désarroi de son fils qui a obtenu son baccalauréat mais que l'armée refuse de recruter parce qu'il n'a pas obtenu de mention (pour une répression efficace, les forces de l'ordre recrutent à tour de bras) ; une mère finit par comprendre l'aîné de ses enfants âgé d'une trentaine d'années qui refuse de se marier parce qu'il ne voit pas comment faire vivre décentement une famille sans toit ni emploi ; lors d'une pièce de théâtre présentée à l'occasion d'une cérémonie de remise de prix, des lycéens dénoncent, entre autres, le problème des diplômés chômeurs : « À quoi bon étudier, disent en chœur ces comédiens en herbe, si au bout du compte on n'a pas de travail ? » ; au cours de ladite cérémonie, l'humoriste du coin (connu sous le nom d'« Abdelkader Secteur »), invité pour distraire le public composé d'élèves et de parents d'élèves (au total, 600 personnes environ), ne trouva pas meilleur sujet que celui d'un voyage fictif en France. La simple prononciation du mot « France » a été accueillie par une explosion de « hurras » des jeunes du public.

Voici donc un échantillon des problèmes auxquels sont confrontés les Algériens : emploi, logement, insécurité, mythe de l'eldorado français/européen, sans oublier les éternels problèmes d'eau, et les agressions de toutes sortes (ordures déposées au pied des immeubles, appels tôt le matin du muezzin déchaîné, fêtes nocturnes bruyantes sans respect pour le voisinage et qui tiennent éveillé des quartiers entiers, chauffeurs au permis parfois « acheté » qui klaxonnent pour un rien et conduisent de manière suicidaire, etc.). Pour corroborer ces différents aspects qui accentuent le désarroi de la population, citons quelques chiffres. Les Algériens de moins de 30 ans représentent 62,7 % de la population. Dans cette tranche d'âge, les deux tiers sont au chômage. Le taux de chômage officiel pour toute la population

est de 25,9%. Un tiers de cette même population vit sous le seuil de pauvreté⁴. Entre 31% et 33,4% des plus de 15 ans sont analphabètes. 78,8% de ceux qui peuvent lire et écrire sont des hommes contre 61% de femmes⁵. Le déficit en logements au niveau national est de l'ordre de 1,6 million et le taux d'occupation est de 7,3 personnes par logement⁶.

Nombre de jeunes qui ne choisissent pas l'exil expriment leur désespoir de façon bruyante. Pour cette jeunesse inemployée, oisive et turbulente, les émeutes sont devenues un mode de protestation quasi quotidien. Le moindre problème d'eau, de logement, de défaillance des services publics ou d'injustice de la part des autorités est aujourd'hui sujet à explosions. Dans cette région de l'ouest algérien où nous avons séjourné, les émeutes d'avril 2006 à El-Abed et de mai 2006 à Maghnia (deux villes situées le long de la frontière marocaine, et respectivement à 120 et 50 km de la côte) reviennent souvent dans les conversations. Certains rapportent que l'on y aurait brûlé le drapeau algérien. D'autres renchérissent que des manifestants y auraient même demandé le rattachement au Maroc...

« *Nos dirigeants récoltent ce qu'ils ont semé* »

L'état de santé du président Bouteflika est un autre sujet de discussion. Et pour cause : celui qui, selon le discours de la rue, « habitait à la télévision », apparaît de plus en plus rarement sur le petit écran. Les plus audacieux deviennent psychiatres le temps d'un échange et chacun y va de son diagnostic. Les diagnostics les plus excessifs sont à la hauteur de la déception chez leurs auteurs, parfois d'anciens zélés partisans du candidat-président en 1999 et/ou du président-candidat en 2004, et qui ont vu leurs espoirs déçus de ne pas avoir obtenu ce à quoi ils aspiraient. Ils brûlent ainsi ce qu'ils ont adoré la veille. Ces critiques étaient bien moindres durant l'été 2005. Les interrogations soulevées par la santé du chef de l'État semblent être également pour quelque chose. Parmi ceux qui osent parler ouvertement du président, il y en a qui disent être déroutés par ses attaques publiques contre la France, les Algériens binationaux, ses propres ministres et *wali* (préfets), etc. D'aucuns s'accordent à dire que ces attaques entretiennent soigneusement les diversions. En effet, brandir l'injuste et sombre passé colonial ne sert qu'à camoufler les

4. Y. M. Riols, « Le drame d'être jeune en Algérie », *L'Expansion*, n° 690, octobre 2004, p. 50-52, ici p. 50-51 ; V. Giret, B. Mathieu, B. Neumann et D. Olireau-Licata, « Voyage dans une économie au bord du chaos », *L'Expansion*, n° 680, octobre 2004, p. 38-48, ici p. 41 ; CIA, « The World Factbook-Algeria », art. cité.

5. Voir CIA, « The World Factbook-Algeria », art. cité ; V. Giret, B. Mathieu, B. Neumann et D. Olireau-Licata, « Voyage dans une économie au bord du chaos », art. cité, p. 40.

6. I. Martín, « Algeria's political economy (1999-2002)... », art. cité, p. 39.

carences économiques, les politiques inégalitaires et la culture fossilisée. À trop vouloir jouer sur la fibre nationaliste des Algériens, on finit par en payer le prix. Pour les jeunes, tentés par l'exil, ce type de diversion fait rire tant il est usé. D'autres rappelleront la mauvaise foi d'Abdelaziz Bouteflika qui a mis six mois pour réagir à la loi française du 23 février 2005 imposant la reconnaissance du « rôle positif » de la colonisation. Mais ce qui a le plus dérouté certains de nos interlocuteurs est son hospitalisation en France, survenue juste après ces attaques. Le plus inacceptable, diront-ils, est certainement l'occasion inespérée offerte à Jean-Marie Le Pen de renvoyer le président Bouteflika à ses contradictions. Mais beaucoup s'accordent à dire aussi que le président algérien n'est plus à une contradiction près. Comment, se demandent-ils, peut-il traiter, en direct à la télévision, ministres et *wali* de « menteurs » et d'« incompetents⁷ » alors qu'il les a lui-même nommés et en est donc premier responsable ? Autre incohérence : un an après avoir fait voter une loi autorisant la double nationalité, le président algérien stigmatise publiquement les Algériens binationaux.

Député, un enseignant à la retraite déclare : « nos dirigeants récoltent ce qu'ils ont semé ». Pour celui-ci, à trop vouloir jouer aux apprentis sorciers avec, entre autres, le système éducatif, qui était pourtant performant, les hommes politiques ont fini par produire une école trop tournée vers la religion et pas assez vers la formation technique et scientifique. On en veut pour preuve les deux documents qui suivent. Le document 1, ci-dessous, illustre assez bien ces propos. Ce texte, qui est, en fait, une dictée proposée à l'examen d'entrée en sixième les 1^{er} et 2 juin 1997, veille de la célébration de la Journée mondiale de l'enfance, ne fait pas moins que l'apologie, la glorification de la violence et l'exaltation de la mort. Le document 2, quant à

DOCUMENT 1

Dictée pour l'examen d'entrée en sixième (juin 1997)

« Cette patrie nous est chère et restera invulnérable tant que ses vaillants combattants la défendront. Cela est le destin des fils de l'Algérie, aussi longtemps que chacun d'entre eux répondra à l'appel de la patrie avec détermination. Sois ce fidèle combattant qui ne craint pas la mort et qui affronte les balles de l'ennemi en offrant sa poitrine, en criant au nom de Dieu, le Clément et le Miséricordieux, Allah Akbar. Nos enfants, pourquoi avoir peur ? La mort est une fatalité tôt ou tard. La patrie est à nous, son honneur est la nôtre. »

Source : rapporté dans *L'Humanité* du 5 juin 1997, p. 18

7. Lire M. Makedhi, « Bouteflika critique publiquement les ministres "Vous m'avez menti" », *El Watan* du 10 avril 2006, p. 1 et 3.

DOCUMENT 2

Un CD pour « prohiber » la musique raï à Tiaret

« Depuis quelques jours, un compact disque, circulant par-dessous la table, fait fureur partout dans les milieux de jeunes à Tiaret.

En effet, un compact disque montrant des images particulièrement insoutenables d'un cadavre déterré circule "clandestinement" chez certains vidéothécaires à Tiaret pour appeler les jeunes à "cesser sans délai d'écouter la musique raï et occidentale, faute de quoi ils se verraient réserver le même sort que le cadavre montré dans le document vidéo (!)". Ce même document montre, en effet, le cadavre déterré d'un jeune homme de 16 ans, atrocement mutilé au visage et surtout au niveau des oreilles comme "mangées" par une mystérieuse bestiole, avec en sus le commentaire en voix *off* de son père éploré qui raconte d'une voix tremblotante comment il a eu un "rêve dans lequel l'ange de la mort lui intimait l'ordre d'aller exhumer le corps de son fils, mort soudainement et ce, pour se rendre compte de lui-même comment le cadet de ses enfants a été puni parce qu'il écoutait trop, beaucoup trop, la musique...". Le père confirme, ensuite, dans le même document que son fils défunt était effectivement un "drogué" de la musique raï qu'il écoutait nuit et jour et que c'est "certainement à cause de cette perversion qu'il a été puni de la sorte par Dieu", ajoute-t-il sur un ton, on ne peut plus péremptoire.

De même qu'il fait jaser toute la ville, le CD, d'une durée de 25 minutes, circule de main en main, partout chez les jeunes à Tiaret, au point qu'aux deux cités universitaires pour filles à Tiaret, de nombreuses étudiantes, terrorisées par les images contenues dans le CD, ont dû se débarrasser précipitamment de leurs postes-cassettes et autres walkmans pour "ne pas, soutiennent-elles, s'attirer la foudre céleste...". Des jeunes habitants d'un quartier du sud de la ville de Tiaret ont même fait, sur le sol d'un parking de voitures, un bûcher grandeur nature avec des centaines de supports (K7 et autres CD) qu'ils avaient stockés chez eux depuis des années avant de rejoindre par grappes entières les mosquées les plus proches.

Réagissant à "l'affaire", une source sécuritaire à Tiaret a fait état "d'un montage d'images éhonté, œuvre funeste d'escrocs de haut vol qui veulent exploiter la crédulité de certains jeunes citoyens pour les manipuler à leur guise parce qu'ils savent justement qu'ils (les jeunes) sont en quête de repères, et sont, depuis quelque temps, particulièrement sensibles à la chose paranormale". Une enquête a été ouverte par la police pour tenter de démasquer les parties à l'origine de cette grossière supercherie. Au fait, qui a dit que la musique, première invention de l'homme sur terre, était peut-être le seul art à même d'adoucir les mœurs... ? »

El-Houari Dilmi

Source : *Le Quotidien d'Oran*, le mardi 7 février 2006, p. 4

lui, est un article paru dans un quotidien algérien en février dernier. Il décrit, entre autres, l'attrait du magique et de l'irrationnel auprès d'étudiants de l'université de Tiaret (ouest d'Alger) dont certains ont probablement subi ladite dictée en 1997. Quant à notre enseignant à la retraite, plein d'amertume, il finit par ce constat accablant pour l'élite algérienne :

Israël, dont les dirigeants valorisent le savoir et la connaissance, n'a pas jugé utile ni nécessaire de transférer en urgence vers l'étranger son Premier ministre Ariel Sharon qui continue à être soigné sur place par des médecins bien de chez lui. Tout se paye. Par la faute de ses dirigeants, l'Algérie a non seulement dévalorisé son système de formation mais également poussé à l'émigration les plus doués de ses diplômés, techniciens et autres cadres.

À ce sujet, l'historien français Pierre Vermeren écrit :

Malgré le doute planant sur les vrais chiffres, les autorités françaises reconnaissent à mi-voix l'installation en France de 200 000 à 300 000 Algériens (en comptant leurs familles) durant cette décennie noire. *Le Livre noir de l'Algérie* évoque pour sa part 500 000 exilés (cadres francophones, médecins, ingénieurs, universitaires...), mais dans le monde entier (Canada, Golfe, Belgique, Espagne, etc.). Quelle que soit la fourchette retenue, si l'on considère qu'entre 50 000 et 150 000 cadres ont quitté leur pays, cela représente une « saignée » considérable⁸.

L'une des conséquences de cette « saignée » est le manque d'expertise, faute de cadres qualifiés et compétents, qui ralentit l'investissement pourtant fort conséquent dans l'Algérie du président Bouteflika. Maintenant, écrit fort justement Jean-Pierre Séréni,

la difficulté n'est plus l'argent, mais la capacité à le dépenser⁹.

L'impossible réforme du système éducatif

Pour en revenir au système éducatif, commençons par ce fait inédit qui nous a été rapporté par un directeur de collège. Depuis maintenant trois ans, le dernier jour de l'année scolaire, les collégiens déchirent leurs cahiers à la sortie des classes puis lancent des pierres sur leur établissement scolaire. Ceci n'est pas un mouvement spontané et isolé puisque la plupart des autres collèges de la région subissent le même sort au même moment. Voici donc une école outragée par les enfants qui se vengent sur elle de tout le mépris qu'elle leur inspire. Ce mépris vient du fait que l'école n'est plus ce qu'elle était, à savoir la porte de toutes les promotions. Autre record : sur les dix classes de la Wilaya (département) de Mascara ayant passé l'examen d'entrée en sixième en juin 2005, il y a eu 0 % de « reçu » ! L'écrasante majorité de ceux qui parviennent à obtenir le baccalauréat auront du mal à réussir la première année à l'université pour cause d'incompétence linguistique. Mis à part les langues étrangères, l'inté-

8. P. Vermeren, *Maghreb : la démocratie impossible ?* Paris, Librairie Arthème Fayard, 2004, p. 320.

9. J.-P. Séréni, « Où va l'argent des hydrocarbures », *Le Monde diplomatique*, avril 2006, p. 8.

gralité des cours est assurée en arabe dans le primaire et le secondaire alors que la plupart des matières à l'université sont dispensées en français. En novembre 2005, le ministre de l'Enseignement supérieur a déclaré devant la presse que 80 % des étudiants de première année ne réussissent pas leur année parce qu'ils ne maîtrisent pas la langue de Molière. Il a également reconnu que le marché du travail en Algérie était incapable d'absorber les diplômés algériens¹⁰. Au mois d'août 2005, l'Association générale des entrepreneurs algériens, une sorte de Medef local, estime à 2 millions les besoins de l'Algérie en ouvriers qualifiés et exprime même le vœu d'aller les chercher à l'étranger¹¹. Ainsi, le système éducatif produit des générations d'exclus incapables de faire face aux exigences de l'économie moderne¹². Face à cette dégradation, les parents d'élèves, n'attendant souvent plus rien de l'État, trouvent eux-mêmes des solutions à leur problème : ils inscrivent leurs enfants dans des écoles privées n'ayant aucune reconnaissance officielle.

Avant même sa première élection à la tête de l'État, Abdelaziz Bouteflika qualifiait l'école algérienne de « sinistrée ». Face à l'inquiétude de la communauté internationale qui, selon William C. Byrd, consultant sur l'Algérie et banquier à la Chase Manhattan Bank, prend « de mieux en mieux conscience des sérieuses dérives de ce système [et] du terrorisme que ce même système continue à produire et à exporter¹³ », le premier gouvernement d'Abdelaziz Bouteflika prit en 1999 un certain nombre d'engagements : mettre un terme à l'ingérence de l'État dans les affaires pédagogiques, revoir les programmes scolaires (contenus et manuels), promouvoir la formation des maîtres dans le but d'éradiquer le fanatisme religieux encouragé par le système éducatif algérien, et légaliser les quelque 400 écoles privées qui assuraient un enseignement bilingue (arabe-français) mais non reconnues par les autorités¹⁴. En mai 2000, le président Bouteflika met sur pied la Commission nationale pour la réforme du système éducatif (CNRSE). Celle-ci lui remet, en mars 2001, une liste de recommandations parmi lesquelles figure la réintroduction du français en 2^e année du cycle primaire au lieu de la 4^e année, et ce, dès septembre 2002. Pour permettre une meilleure intégration des futurs étudiants dans le système universitaire algérien, le CNRSE recommande également que les disciplines scientifiques, au niveau

10. M. A. Allal, « Que fait-on de l'université algérienne ? », *El Watan* du 2-3 décembre 2005, p. 13 ; M. Maïz et A. Rouadjia, « Quelles langues pour l'enseignement des sciences ? Arabe, français ou anglais ? », *El Watan* du 28 décembre 2005, p. 13.

11. B. Amel, « Association générale des entrepreneurs algériens/L'Algérie a besoin de 2 millions d'ouvriers qualifiés », *Le Quotidien d'Oran*, 6 août 2005, p. 4.

12. F. Beaugé, « Algérie, envies de vie », *Le Monde*, 7 avril 2004, p. 16-17.

13. W. C. Byrd, « Contre-performances économiques et fragilité institutionnelle », *Confluences Méditerranée*, n° 45, printemps 2003, p. 59-79, ici p. 78.

14. I. Martín, "Algeria's political economy (1999-2002)...", art. cité, p. 41.

du secondaire, soient enseignées en français et non plus en arabe. Les milieux dits « conservateurs » (nationalistes et islamistes), tout-puissants dans l'enseignement primaire et secondaire et hostiles aux langues autres que l'arabe, se liguent contre toute réforme de l'institution scolaire. Finalement, une seule mesure sera mise en œuvre en septembre 2003. Elle concerne l'introduction du français en 2^e année du primaire. Le mois précédent, en août 2003, l'arrêté n° 03-09 (article 6) avait légalisé les écoles privées qui n'avaient jusqu'alors aucune existence officielle. À ce propos, le cas de l'Inde est un exemple à méditer. L'école publique y est dans un état plus ou moins similaire à celui de l'Algérie. Pourtant, l'Inde réussit à percer dans les domaines de l'économie de la connaissance grâce à un système scolaire privé de qualité et étendu même aux bidonvilles et villages reculés avec des frais d'inscription dérisoires pouvant atteindre 1 à 3 dollars par mois¹⁵.

Mais deux années plus tard, le 15 novembre 2005, le Parlement algérien adopte l'ordonnance du ministère de l'Éducation interdisant l'usage de toute langue autre que l'arabe dans les écoles privées ! En février 2006, le ministère de l'Éducation décide la fermeture des écoles privées qui enseignent les matières scientifiques en français. Au mois de mai 2006, le ministre de l'Éducation revient sur l'introduction du français en deuxième année : désormais et à compter de septembre 2006, l'enseignement du français passe de la deuxième à la troisième année du cycle primaire. Raison invoquée : il y aurait eu trop de « précipitations » dans la mise en œuvre de cette réforme.

En fait, cette remise en cause de la réforme du système éducatif est une sorte de cadeau qu'Abdelaziz Bouteflika offre aux « conservateurs » (islamistes et nationalistes) farouchement opposés à cette réforme. En retour, il attend d'eux un soutien pour rester au pouvoir et satisfaire ce qu'il partage avec les autres potentats du tiers monde, le souci obsessionnel de durer. Après deux quinquennats, le chef de l'État cherche à modifier la Constitution qui, en l'état, ne lui permet pas de briguer un troisième mandat. Ainsi, les opposants aux réformes scolaires le soutiendraient pour briguer ce troisième mandat, voire une « immunité à vie¹⁶ ». Le président algérien accepte donc de marchander l'avenir du pays au profit de ses propres ambitions. Pourtant, un sondage réalisé en 1999 pour le compte de la présidence de la République algérienne révélait déjà que « près de 75 % des Algériens souhaitent que leurs enfants étudient en français les

15. Lire V. Vaish, "A peripherist view of English as a language of decolonization in post-colonial India", dans *Language Policy*, vol. 4, n° 2, 2005, p. 187-206, ici p. 193-200; Gurcharan Das, "What's behind India's success in the global knowledge economy? One key is a boom in private schools for all. A learning curve", *Newsweek*, 6 mars 2006, p. 35.

16. F. Beaugé, « L'Algérie dans l'impasse politique », *Le Monde*, 30 août 2006, p. 2.

matières scientifiques¹⁷ ». Même l'expérience de l'école privée, qui aurait pu doper l'école publique, rencontre des blocages. Force est de constater que le président algérien n'a visiblement pas véritablement ambitionné de mener cette réforme à terme. Les tabous, qu'il s'est appliqué à briser juste après son arrivée à la tête de l'État, n'étaient donc qu'un subterfuge visant à séduire le public étranger. En effet, ayant besoin des institutions internationales pour soutenir une économie algérienne au bord de la faillite, son gouvernement s'était engagé, en 1999, à réformer le système éducatif; depuis, le régime algérien, revigoré par le niveau élevé du prix du pétrole, renie ses engagements et choisit de maintenir le système scolaire tel quel.

*Frontière terrestre fermée,
pénurie de carburant et militaires qui bronzent*

Les plages les plus courues de la région sont celles de Marsat Ben M'Hidi (ex-Port Say), dernière ville algérienne. Si l'on souhaite continuer plus à l'ouest, c'est le Maroc. Mais la frontière terrestre, fermée depuis 1994, reste infranchissable à quiconque cherche à passer de façon légale. La population n'évoque même plus son éventuelle réouverture et cette lassitude a remplacé l'euphorie accompagnant l'élection, en 1999, d'Abdelaziz Bouteflika, lui-même originaire de la région et né au Maroc. Son incapacité à rouvrir la frontière renforce ceux qui pensent que le président algérien ne détient pas tous les pouvoirs. L. Addi, par exemple, rapporte ainsi les propos de M^e Ali-Yahia Abdennour, ancien militant du mouvement national et fondateur de la Ligue des droits de l'homme, la LADDH :

Le vrai président n'est pas Bouteflika, c'est le général Mediène [patron des services secrets, le DRS]. D'ailleurs, les jeunes à Alger appellent Bouteflika le « président-Taïwan », en référence aux fausses marques qui viennent de l'Asie du Sud-Est. Pour eux, c'est un faux président¹⁸.

En attendant une éventuelle réouverture de cette frontière, Marocains et Algériens garent leur véhicule le long des deux rives de l'oued qui sépare les deux pays pour se saluer et prendre des photos.

Mais avant de s'offrir une virée vers Marsat Ben M'Hidi, l'automobiliste doit surtout s'assurer d'avoir suffisamment de carburant pour le voyage. En effet, du fait de l'interminable contrebande de ce produit vers le Maroc, l'essence et autre gasoil sont introuvables dans cette région. Sur une distance de 70 à 100 km jusqu'à la frontière, les

17. B. Djamel, « Réforme de l'école, les islamo-conservateurs accusent », *El Watan*, 19 mars 2001, p. 3.

18. L. Addi, « En Algérie, du conflit armé à la violence sociale », *Le Monde diplomatique*, avril 2006, p. 6-7, ici p. 7.

stations d'essence sont presque toutes constamment fermées faute de... carburant. Aussi la construction d'une nouvelle station sur les hauteurs de Ghazaouet (sur la route en direction d'Oran) suscite-t-elle l'interrogation et en surprend plus d'un. Il semblerait que ce soit une histoire de passe-droit et que le propriétaire ne serait autre qu'un artiste connu pour ses entrées au plus haut niveau de l'État. Ainsi donc, pour s'offrir une telle virée, le chauffeur ordinaire n'a pas d'autre choix que celui de parcourir d'abord une distance de 70 à 100 km en sens inverse (vers des villes plus à l'est comme Tlemcen ou Aïn Témouchent), s'approvisionner en carburant pour ensuite revenir à son point de départ et entamer enfin son voyage vers sa plage préférée à l'ouest. Arrivé sur place, le visiteur découvre que les autochtones, qui habitent cette station balnéaire durant l'année, s'expatrient, le temps d'un été, vers des cieux plus cléments car le niveau de vie en cette période y est multiplié par dix (taux de change de l'euro). En fait, pendant la période estivale, presque toutes les activités tournent autour des Algériens vivant à l'étranger (en France souvent), seuls capables de payer les services aux prix affichés.

Sur la plage qui grouille de monde, il y a une nouveauté par rapport à l'an dernier et qui mérite d'être relevée. Rattachée à la Bibliothèque nationale d'Alger, une bibliothèque ambulante, dans un véhicule flambant neuf, est garée face à la mer. Mais il est triste de constater que les personnes qui la fréquentent sont rares. Un coup d'œil sur la plage révélera très vite que quasiment personne parmi les estivants ne lit sous son parasol. Tout lecteur en ces lieux passerait pour un Martien. Triste bilan d'une école fondée sur le tout-arabe et le tout-science au mépris de la culture¹⁹. En revanche, les férus de lecture auront le bonheur de découvrir que les dictatures ne sont plus ce qu'elles étaient et que la vigilance de leurs censeurs s'est émoussée. C'est le cas du livre de l'écrivain algérien Mouloud Feraoun, assassiné avec cinq de ses collègues, le 15 mars 1962, par un commando de l'OAS. Avant sa mort, feu Mouloud Feraoun avait remis aux éditions du Seuil un journal qu'il avait tenu entre novembre 1955 et mars 1962. En 1998, une maison d'édition étatique réédite ce livre que nous avons pu acheter chez un libraire d'Oran pour 110 dinars (1,10 euro). L'éditeur algérien a reproduit le *Journal* en l'état sans en censurer certains passages d'une intelligence très prémonitoire et d'une remarquable lucidité sur les ambitions et capacités de l'oligarchie bureaucratique centrale de l'Algérie indépendante. Nous en avons choisi ici un extrait : le deuxième paragraphe des notes prises

19. Sur l'arabisation en Algérie, lire G. Grandguillaume, « Arabisation et démagogie en Algérie », *Le Monde diplomatique*, février 1997, p. 3 ; « Les langues au Maghreb : des corps en peine de voix », *Esprit*, octobre 2004, p. 92-102.

par Mouloud Feraoun le 12 janvier 1957, soit cinq ans et demi avant la libération du pays.

J'ai pu lire d'un bout à l'autre le numéro spécial du *Moudjahid*²⁰. J'ai été navré d'y trouver, pompeusement idiot, le style d'un certain hebdomadaire régional. Il y a dans ces trente pages beaucoup de démagogie, de prétention, un peu de naïveté et d'inquiétude. Si c'est ça la crème du FLN, je ne me fais pas d'illusions, ils tireront les marrons du feu pour quelques gros bourgeois, quelques politiciens tapis mystérieusement dans leur courageux mutisme et qui attendent l'heure de la curée. Pauvres montagnards, pauvres étudiants, pauvres jeunes gens, vos ennemis de demain seront pires que ceux d'hier²¹.

Revenons au sable doré de la plage et aux tenues que portent les femmes pour se baigner. Les rares maillots de bain classiques (à une ou deux pièces), qui sont recouverts de paréos ou de shorts cyclistes, côtoient d'autres shorts ordinaires portés avec un t-shirt. Des maillots de bain dits « islamistes » se composent soit d'un voile (*hidjab*) qui couvre tout le corps avec foulard sur la tête, soit de robes avec jupons qui deviennent transparents une fois mouillés. Il fut un temps (jusqu'à la fin des années 1980), où un simple t-shirt porté dans l'eau sur cette même plage vous valait, pour des raisons évidentes d'hygiène et de sécurité, les foudres du maître-nageur soutenu par les gendarmes du coin. L'autre différence aujourd'hui est que ce ne sont plus des gendarmes que l'on rencontre sur ces lieux mais des militaires. Ces derniers n'ont pas trouvé mieux que d'installer leurs familles sur cette même plage mais en veillant, cependant, à les maintenir à l'écart du reste de la population. Pour se distinguer de celle-ci, ils ont choisi une partie de la plage délimitée à l'ouest par la frontière avec le Maroc et à l'est par une clôture gardée par des jeunes soldats mal à l'aise dans leur attirail (armes, tenues militaires, chaussures rangers, etc.) inadapté à une plage. Avant même que ces militaires n'exigent de vous de rebrousser chemin, un écriteau de fortune, écrit en arabe et à la main, vous intime cet ordre « Stop, frontière », alors que ladite frontière se trouve à quelques centaines de mètres plus loin. La photo présentée dans le document 3 en fin d'article date de l'été 2005. En 2006, rien n'a changé, pas même l'écriteau. Avec tous les moyens dont dispose l'armée algérienne, on se demande ce que ces militaires viennent faire à cet endroit. Au lieu de choisir un coin plus discret, ils préfèrent marquer leur territoire – entre le peuple algérien et un État souverain, le Maroc – dans un mélange d'arrogance et de mépris identique à celui dont le pouvoir (militaire, politique, intellectuel) tient la population.

20. *El Moudjahid* est l'organe d'information du FLN pendant la guerre d'Algérie.

21. M. Feraoun, *Journal 1955-1962*, Alger, ENAG, 1998, p. 235.

Fin du voyage : vexations et stagnation

Le voyage terminé, il fallait bien se résigner à reprendre le chemin du retour. Avant de monter à bord du bateau, nous devons subir les contrôles d'usage, auprès de la police d'abord et de la douane ensuite. Durant ces moments incontournables passés au contact des autorités algériennes, nous avons constaté à notre égard une sorte de partage des rôles. Nous eûmes d'abord droit à un officier de la police des frontières, un homme aimable, courtois, diplômé en sociologie et capable de tenir un échange « intellectuel » de haute tenue. Mais quand arrive le passage au service des douanes, le comportement des douaniers est tout autre : l'accueil sera caractérisé par des méthodes d'une incroyable brutalité et par des contrôles d'une sévérité aussi démesurée que délibérément vexante. L'excuse : notre fils, adolescent de quinze ans, n'avait pas déclaré, lors de son arrivée, seul, en Algérie, les trente euros – oui, nous disons bien trente euros – qu'il avait sur lui à la sortie et qu'il ne cherchait d'ailleurs pas à dissimuler. De deux choses l'une, soit ces douaniers restent des nostalgiques de l'ère du « socialisme spécifique » responsable du maintien de l'Algérie à l'écart du monde moderne auquel elle ne parvient pas à accéder (selon un ancien chef de gouvernement, Ahmed Benbitour, l'Algérie occupe la 120^e place pour le degré d'ouverture économique, « c'est-à-dire dans le peloton de queue²² »), soit ces agents étaient les instruments de la police secrète algérienne connue pour ses intimidations dans le but d'étouffer ceux qu'elle ne contrôle pas et qui tentent une juste évaluation des carences et autres médiocrités du présent²³.

Cet incident illustre bien en somme le chemin qu'il reste à parcourir pour sortir l'Algérie du piège dans lequel ses élites l'enferment depuis l'indépendance. Entre nos deux séjours, une constatation s'impose : mis à part les réserves de change passées de 55 à 66 milliards de dollars entre 2005 et 2006, rien ou presque n'a changé pour la grande majorité de la population. Parfois, la situation a même empiré comme l'illustre la vague d'immigration clandestine par voie marine qui n'existait pas l'an dernier. Les réformes sont en panne : absence d'un véritable programme économique et social visant à mettre un terme au désarroi généralisé, absence d'intégration économique du Maghreb (avec le Maroc en particulier) pour faire face à la mondialisation, omniprésence des super-Algériens appartenant à la caste des militaires, agents des services secrets ou autres parasites qui font de la guerre d'Algérie leur fonds de commerce, blocage de la

22. A. Benbitour, « Exportateur de richesse et importateur de pauvreté », *El Watan* du 7 septembre 2006, p. 1 et 7.

23. Certains ont suggéré que notre texte intitulé « Il faut décoloniser les esprits », publié dans le quotidien français *Libération* du 26 juin 2006, p. 28, n'aurait pas été du goût des services algériens.

réforme du système éducatif pourtant seule issue pour développer la culture de la tolérance et intégrer la majorité des diplômés dans le marché du travail en Algérie, etc. À l'image de son président visiblement épuisé et mal remis de sa convalescence, l'Algérie avec sa richesse artificielle s'appuyant sur les seules recettes du pétrole donne l'image d'une sorte d'« obèse infirme²⁴ ». Le regard perdu et hagard d'Abdelaziz Bouteflika lors de sa dernière sortie télévisée durant la période de juillet-août 2006 symbolise assez bien le désarroi général entretenu par des élites incapables de diriger le pays mais dont le « grand art est de réussir à faire croire le contraire²⁵ ». Un art facilité par la manne pétrolière...

N'est-il pas temps que la classe dirigeante passe enfin le flambeau à des générations plus à même de comprendre la majorité de la population, les jeunes ? Même cette transition, le président Bouteflika ne semble pas parvenir à l'imposer, lui qui aspire tant à ce que l'histoire retienne son nom. Cette transition serait un défi qui, s'il le réussissait, ferait de lui un véritable homme d'État que l'Histoire n'oublierait certainement pas. Sinon seuls resteront dans les mémoires les quelques tabous qu'il a frondés verbalement au début de son mandat et son machiavélisme intéressé et dérisoire.

Mohamed Benrabah



24. L'expression est d'Albert Memmi, *le Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres*, Paris, Gallimard, 2004, p. 27.

25. F. Beaugé, « L'Algérie dans l'impasse politique », art. cité.